

## ARCHIVED: DÉCLARATION TRANSITOIRE DE L'AMM SUR LE SIDA

*Adoptée par la 39e Assemblée Médicale Mondiale Madrid (Espagne), Octobre 1987  
et supprimée à l'Assemblée générale de l'AMM, Pilanesberg, Afrique du Sud, octobre 2006*

La présence de cas de syndrome immuno-déficitaire acquis (généralement appelé SIDA) a été confirmée dans plus de cent pays. On estime que cinq à dix millions de personnes dans le monde sont infectées par le virus HIV et peuvent par conséquent, transmettre la maladie. Les associations médicales nationales ainsi que les médecins doivent partager leurs connaissances et leurs expériences afin de définir une stratégie permettant d'enrayer ce mal en attendant qu'un remède soit trouvé.

Le SIDA étant une maladie incurable transmise principalement par voie sexuelle, met le médecin face à de nombreux problèmes éthiques complexes qui s'ajoutent aux questions d'ordre médical et scientifique propres à la maladie. C'est dans le but d'aider les médecins et les associations nationales que l'AMM adopte les directives contenues dans cette déclaration. Dans le cadre de la 39e Assemblée Médicale Mondiale (1987), l'AMM organise également une session scientifique consacrée au SIDA. A l'occasion de cette session scientifique, l'AMM étudiera les avis des experts ainsi que les meilleures informations qui pourront être obtenues du monde entier et présentera un rapport détaillé sur cette importante question lors de l'Assemblée Médicale Mondiale de 1988. En attendant que ce rapport plus complet soit disponible, l'AMM recommande ce qui suit:

1. Les associations médicales nationales doivent collaborer avec leurs gouvernements en vue de la mise au point d'une politique nationale de lutte contre le SIDA et contre les problèmes liés à cette maladie.
2. Les associations médicales nationales doivent participer aux programmes d'information du public sur le SIDA, sur les problèmes liés à cette maladie et sur les effets de ceux-ci sur la société en général.
3. Les médecins doivent recevoir une formation qui en fait des conseillers efficaces en matière de SIDA. Les médecins doivent informer leurs patients sur les attitudes efficaces à adopter dans le but d'écarter les risques du SIDA tant pour eux-mêmes que pour les autres. En ce qui concerne les patients qui s'avèrent séropositifs, les médecins doivent être capables de les conseiller efficacement quant à:
  - a. l'attitude responsable à adopter pour éviter de répandre la maladie;
  - b. les dispositions à prendre pour protéger leur propre santé et
  - c. la nécessité de faire savoir à leurs partenaires, passés ou présents, qu'ils sont peut-être porteurs du virus du SIDA.
4. Les tests de dépistage du virus du SIDA doivent être à la disposition de toutes les personnes qui souhaitent y être soumises. Ce dépistage sera obligatoire pour les donneurs de sang, de composants sanguins, d'organes et d'autres tissus destinés à la transplantation, ainsi que pour les donneurs de sperme ou d'ovules en vue d'insémination artificielle ou de fécondation in vitro. Par ailleurs des dispositions peuvent être prises au niveau national pour imposer ce test à d'autres secteurs de la population, tels que le personnel militaire, les codétenus dans les institutions pénitentiaires et les immigrants.
5. Le dépistage volontaire, avec le consentement éclairé du patient, doit être régulièrement réalisé pour:

## DECLARATION TRANSITOIRE DE LAMM SUR LE SIDA

- a. les patients traités pour des maladies sexuellement transmissibles,
  - b. les patients traités pour usage de drogues,
  - c. les femmes enceintes avant le troisième mois de la grossesse,
  - d. les personnes provenant de régions à haut taux de SIDA ou qui courent des risques importants en souhaitant avoir recours à la planification familiale et
  - e. les patients nécessitant une intervention chirurgicale. Toutefois, si une politique volontaire à l'égard des patients devant faire l'objet d'un acte chirurgical s'avérait inefficace, il faudrait envisager le dépistage obligatoire.
6. Chaque cas confirmé de SIDA doit être signalé à l'autorité responsable de manière anonyme ou par le biais d'un code d'identification à des fins épidémiologiques. Les personnes qui se révèlent séropositives doivent être signalées de manière anonyme avec suffisamment d'informations pour répondre aux besoins de l'épidémiologie.
7. Les malades du SIDA et les personnes séropositives doivent recevoir les soins médicaux appropriés; ils ne doivent pas être traités avec iniquité ou souffrir de discrimination arbitraire ou irrationnelle dans leur vie quotidienne. Les médecins respectent la tradition séculaire qui consiste à traiter les patients atteints de maladies infectieuses avec compassion et courage. Cette tradition doit être perpétuée face à cette épidémie de SIDA. Les médecins et les associations médicales nationales doivent participer activement au développement d'un contexte permettant d'assurer un juste équilibre entre le droit des patients de ne pas faire l'objet d'actes irrationnels préjudiciables et les droits des autres citoyens d'être protégés contre tout risque inconsidéré de contracter la maladie.
8. L'accès aux informations concernant les patients doit être limité au personnel de santé légitimement en droit d'en avoir connaissance dans le but d'apporter des soins aux patients concernés ou de protéger la santé des proches de ceux-ci. L'identité des personnes atteintes du SIDA ou porteuses du virus ne doit pas être communiquée à moins que la santé de la communauté puisse être mise en péril.
9. Un moyen doit être mis au point afin d'avertir les partenaires sexuels des personnes infectées tout en respectant dans la mesure du possible le caractère confidentiel des informations relatives à ces derniers. Ce moyen doit garantir une protection légale appropriée aux médecins qui remplissent leur devoir professionnel en avertissant les personnes qui courent un risque.
10. Par le biais d'études, les données fiables doivent être obtenues afin de déterminer l'étendue et le taux de conversion du virus au sein de la population. Ces études doivent être répétées à intervalles réguliers dans le but d'évaluer l'ampleur de la maladie.